

Procès-verbal du Conseil du Village
de Pointe-aux-Outardes



CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
VILLAGE DE POINTE-AUX-OUTARDES

Procès-verbal de la session spéciale du conseil municipal tenue le 8 novembre 2010 à la salle du Conseil et à laquelle sont présents :

Monsieur	André Lepage,	maire
Monsieur	Patric Frigon,	conseiller
Madame	Isabelle Imbeault,	conseillère
Monsieur	Julien Normand,	conseiller
Monsieur	Raymond Lavoie,	conseiller
Madame	Chantal de Verteuil,	conseillère

Et

Madame Dania Hovington, dir. gén./sec.-trés.

OUVERTURE DE LA SESSION

Monsieur le maire déclare la session ouverte à 19 h 06 et vérifie le quorum.

Les sujets à considérer sont les suivants:

1. Ouverture de la session
2. Dérogation mineure - 86, rue Boisjoli
3. Période de question
4. Fermeture de la session

2010-11-261
5427

DÉROGATION MINEURE - 86, RUE BOISJOLI

CONSIDÉRANT QUE

le conseil municipal prend connaissance de la demande de dérogation mineure DM-2010-09, soumise par les propriétaires de l'immeuble situé au 86, rue Boisjoli (lots 17-4-21, 17-4-32 et 17-4-20 partie du rang de la Rivière-aux-Outardes, canton de Manicouagan) ;

CONSIDÉRANT QUE

la dérogation mineure est demandée afin de régulariser l'utilisation d'un abri d'auto, d'une remise et d'une serre dans la cour avant ;

CONSIDÉRANT QUE

selon l'article 9.1 du règlement de zonage numéro 155-91, l'implantation d'un cabanon (remise) en cour avant n'est pas permis sur un lot non riverain au Fleuve Saint-Laurent ou à la rivière aux Outardes ;

CONSIDÉRANT QUE

selon l'article 9.1 du règlement de zonage numéro 155-91, l'implantation de serre et d'abri



Procès-verbal du Conseil du Village de Pointe-aux-Outardes

d'auto n'est pas permis en cour
avant ;

CONSIDÉRANT QUE

le cabanon a été déplacé et
agrandi en 1995 en vertu du
permis de construction numéro
95-86;

CONSIDÉRANT QUE

le terrain est situé dans une zone
à risque de mouvement de sol;

CONSIDÉRANT QUE

la relocalisation des bâtiments
accessoires en cour latérale ou
en cour arrière aurait pour
conséquence de les rapprocher
du talus sujet au glissement de
terrain;

CONSIDÉRANT QUE

sans l'obtention de la dérogation
mineure demandée, le respect de
la réglementation cause un
préjudice à la personne qui la
demande;

CONSIDÉRANT QUE

les propriétaires des immeubles
voisins pourront continuer à jouir
de leur droit de propriété;

CONSIDÉRANT QUE

le comité consultatif d'urbanisme
recommande au conseil municipal
d'accepter la demande de
dérogation mineure.

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par le conseiller Raymond
Lavoie et résolu à l'unanimité que le conseil municipal accepte
la demande de dérogation mineure DM-2010-09 afin de
régulariser l'implantation du cabanon (remise), de l'abri d'auto
et de la serre situés en cour avant de la propriété.

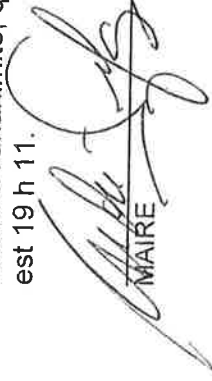
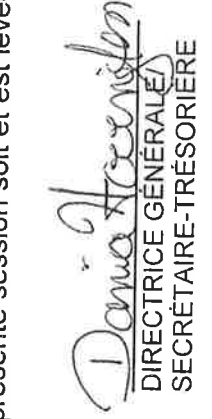
PÉRIODE DE QUESTIONS

Le maire invite les membres du conseil à poser des
questions.

2010-11-262
5428

FERMETURE DE LA SESSION

Il est proposé par le conseiller Julien Normand, et
résolu à l'unanimité, que la présente session soit et est levée; il
est 19 h 11.


MAIRE

DIRECTRICE GÉNÉRALE
SECRETARIE-TRÉSORIÈRE

Je, André Lepage, maire, atteste que la signature du présent procès-
verbal équivaut à la signature par moi de toutes les résolutions qu'il
contient au sens de l'article 142 (2) du Code municipal.


MAIRE